

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

L'ancienne formule à la rescousse!

Lors de la réunion informelle de négociations sur l'agriculture du 3 juillet, l'Union européenne (UE) a réitéré sa proposition que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) revienne à une formule du type Cycle d'Uruguay (AACU) pour simplifier les négociations, au lieu de s'entêter à utiliser la formule de réduction tarifaire générale du projet de texte de 2008 (Rev. 4) actuelle pour réduire les tarifs.

Il y a eu des manifestations d'intérêt à étudier une approche moins complexe dans le domaine de l'accès aux marchés, puisque l'on a jugé que la formule de réduction tarifaire générale était trop radicale pour les produits sensibles (PSe) des membres, pour lesquels on a élaboré une dérogation à la formule en l'assortissant d'une approche compliquée pour faire contrepoids à cet effet.

L'UE a prétendu que ceci a mené les négociations dans l'impasse, et par conséquent l'établissement de taux de réduction moyens donnerait aux pays la possibilité de choisir librement lesquels de leurs produits feraient l'objet des réductions les plus élevées, tout en protégeant leurs biens sensibles sur le plan politique en les assujettissant à des taux de réduction plus faibles et en respectant la réduction moyenne prescrite des tarifs.

La formule AACU, quant à elle, réclamait une réduction moyenne des tarifs, conjuguée à une réduction minimum. Pourtant, cette fois-ci, personne n'a mentionné un taux de réduction minimum. Certaines autres flexibilités pourraient être examinées dans le cadre de l'idée qui, d'après ce qu'ont dit les fonctionnaires, éliminerait le fardeau qui se greffe à la formule de réduction tarifaire générale, la dérogation pour les PSe, la sélection de PSe, ainsi qu'aux sauvegardes.

Le président des négociations sur l'agriculture, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, M. John Adank, a convoqué la réunion afin que les membres puissent partager des idées sur la façon de faire avancer les négociations sur l'agriculture. Il les a exhortés à se lancer dans des discussions entre eux afin d'examiner des idées, notamment la suggestion de l'UE ci-dessus, s'ils cherchent vraiment à obtenir des résultats pour conclure le Cycle de Doha (ou Programme de Doha pour le développement [PDD]) comme l'ont enjoint les ministres à Bali en décembre dernier.

« [Traduction] L'élément crucial pour réaliser des progrès est un véritable engagement sur le fond, a déclaré l'ambassadeur Adank, par lequel on ne se contente pas simplement de reformuler ce que les délégations individuelles ou groupes de délégations souhaitent peut-être, mais qui implique un dialogue sincère destiné à trouver des compromis avec d'autres délégations qui peuvent avoir des priorités tout à fait différentes, qu'elles doivent également faire admettre dans les négociations sur l'agriculture et celles plus vastes sur Doha. Bref, il s'agit de parvenir à un « oui » plutôt que de se résigner à en rester à « non » ».

Réagissant à l'idée de l'UE, des pays comme Cuba, qui sont traditionnellement opposés à accorder de la latitude aux pays développés, ont déclaré qu'ils étaient prêts à examiner l'idée, allant jusqu'à dire que l'on avait besoin d'initiatives comme celle-ci pour conclure le PDD. Plusieurs délégations ont demandé plus de détails sur la façon dont la proposition fonctionnerait. Des propositions semblables ont été faites en réaction aux commentaires formulés au sujet de la nécessité de simplifier la Rev. 4 ou de la mettre à jour afin de prendre en compte la situation actuelle du commerce agricole.

Plusieurs positions bien connues ont également été répétées; faut-il maintenir la Rev. 4 telle quelle ou la modifier considérablement. L'UE a également demandé que les indicateurs géographiques (IG) soient inclus dans le prochain programme de travail, et le Japon a fait de même pour les restrictions des exportations. Cependant, les demandes ont été toutes deux rejetées, car certains délégués étaient d'avis qu'elles ne faisaient pas partie du mandat de négociation.

Les discussions sur la façon d'aller de l'avant avec les négociations sur l'agriculture ne font que commencer, a déclaré un fonctionnaire. L'ambassadeur Adank projette de tenir une consultation supplémentaire avant la fin de juillet qui, d'après ce qu'ont dit les fonctionnaires, est de nature plus technique, afin de rafraîchir la façon dont les délégués comprennent le texte de la Rev 4 de 2008.

Entre-temps, d'aucuns ont tenté de lier les discussions sur l'agriculture aux résultats obtenus dans la Facilitation des échanges (FE), à propos de laquelle plusieurs membres se sont plaints du manque de progrès. Il est difficile de voir le travail sur le programme de travail d'après Bali avancer s'il n'y a pas de mouvement pour la FE (dont le protocole est censé être adopté d'ici le 31 juillet), ont déclaré avec insistance quelques pays (Australie, Mexique, États-Unis, Suisse, Malaisie, Nouvelle-Zélande, UE et Hong Kong).

Entre-temps, le Lesotho, au nom du groupe africain, a déclaré que l'Union africaine avait réaffirmé son soutien au PDD et au résultat de Bali. Pourtant, plusieurs pays en développement et émergents (Afrique du Sud, Tanzanie, Zimbabwe, Bolivie, Cuba, Côte d'Ivoire, Ouganda et Inde) continuent de réclamer que le paragraphe 47 (engagement unique) fasse partie du protocole de la FE.

Prochains événements

- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 3-12 juillet, Ottawa
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet, Sydney (Australie)
- Négociations informelles sur l'agriculture, à confirmer
- Conseil général de l'OMC, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre,
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 13 novembre
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 10-11 novembre, Beijing
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

